



YOUNG
EUROPEAN
FEDERALISTS



Don't Touch My Schengen

Manifeste

l était une fois, dans un pays lointain, dissimulé entre les collines ondoyantes des Ardennes et les méandres de la Moselle, à la croisée de trois royaumes européens, un petit village nommé Schengen. Par un jour de fin de printemps, certains des plus hauts dignitaires des royaumes de ce petit coin du monde se réunirent sur un bateau au large de ce village pour marquer l'histoire en acceptant de permettre à tous leurs sujets de circuler librement entre leurs royaumes. Depuis longtemps déjà, ces territoires collaboraient, autorisant leurs marchands à parcourir la région avec leurs charrettes remplies de marchandises. Après des décennies d'attente, il était enfin temps que leurs habitants puissent eux aussi se déplacer sans aucune restriction ni crainte d'être arrêtés aux frontières de leurs domaines par les chevaliers des frontières. Après cet épisode historique, les dignitaires regagnèrent leurs royaumes, tandis que d'autres les rejoignaient peu à peu dans cet immense espace commun de libre circulation, et nous vécûmes tous heureux pour toujours...

...mais notre bonheur ne dura pas vraiment longtemps.

La dernière décennie et ses crises ont mis notre Union à l'épreuve et, à cet égard, Schengen a subi certains des coups les plus durs. Quarante ans après sa création, le système de Schengen est soumis à une pression considérable – et avec lui les droits que nous tenions pour acquis. Les contrôles aux frontières « temporaires », les remises en question systématiques par des forces politiques visant à tirer des bénéfices électoraux des sentiments anti-immigration, les vétos à son élargissement ou la fermeture des frontières pendant la crise du COVID-19 nous rappellent la fragilité du système de Schengen et la nécessité de le défendre ainsi que les



valeurs qu'il incarne.

Contrôles « temporaires » permanents et politiques sécuritaires

La principale menace pesant sur la pérennité de l'espace Schengen, depuis dix ans, réside dans l'usage croissant et abusif de la formule des contrôles aux frontières « temporaires ». Ceux-ci ont été instaurés par des États membres tels que la Hongrie, l'Autriche, le Danemark, la France ou l'Allemagne, invoquant des prétextes douteux pour les justifier. Ces politiques, nées d'une approche sécuritaire de la migration visant à criminaliser et à stigmatiser certains groupes de personnes, attaquent les fondements mêmes de l'Accord de Schengen. Les contrôles intra-Schengen ont un impact humain et financier important sur les communautés transfrontalières, en particulier les travailleurs transfrontaliers, ainsi que sur les voyageurs, le transport de marchandises et la prestation de services. Ils transforment la traversée des frontières en véritable parcours du combattant, sapant ainsi le marché unique et l'unité européenne elle-même.

Alors même que les gouvernements de certains de ces États se proclament défenseurs du projet européen, leurs politiques empruntent les méthodes des pires adversaires de l'intégration. Ces tentatives d'apporter des solutions nationales à des sujets européens ne mènent qu'à l'échec et mettent en jeu l'essence même de notre Union dans un vain effort pour récolter une poignée de voix. ***Il est urgent de suspendre ces contrôles intra-Schengen et d'imposer aux États membres le strict respect du Code frontières Schengen, tout en retirant les barrières physiques installées aux frontières intra-Schengen.***



Des cadres réglementaires et des infrastructures qui vont à l'encontre de la liberté de circulation

À ce jour, l'absence d'une véritable union sociale et le déploiement tardif des infrastructures de transport transfrontalières nécessaires empêchent l'Espace Schengen de garantir à chacun la liberté de circuler dans l'Union européenne. Les régimes nationaux relatifs au statut de chômeur et aux prestations associées créent une vaste catégorie de population essentiellement confinée dans son État membre, les privant de la possibilité de voyager au sein de l'Union. Ce système renvoie l'image d'une liberté de mouvement perçue avant tout comme un droit économique, et non comme un droit social fondamental de tout citoyen européen.

De même, les efforts visant à développer les infrastructures de transport transfrontalières, aussi ambitieux et étendus soient-ils à travers le réseau transeuropéen de transports (RTE-T), se focalisent principalement sur la connexion des grandes zones urbaines. Cette approche laisse de côté les besoins de mobilité des zones transfrontalières (souvent rurales), qui ont besoin d'un transport de banlieue à proximité plutôt que de connexions à grande vitesse sur de longues distances. ***Il est indispensable que les États membres revoient leurs politiques sociales afin de ne pas entraver le droit de libre circulation de leurs citoyens, et qu'ils accélèrent le déploiement de lignes ferroviaires de desserte locale pour rapprocher les communautés frontalières et rurales.***

Vétos et jeux politiques

L'adhésion de nouveaux États à l'Espace Schengen a été, au cours de la dernière décennie, un autre volet des manœuvres politiques engagées par certains États membres de l'UE et rendues possibles par la persistance de la prise de décision à l'unanimité au sein du Conseil. Le long et douloureux processus qu'ont dû endurer la Roumanie et la Bulgarie avant leur adhésion à l'Espace Schengen



cette année a contribué à l'érosion du sentiment pro-européen dans ces pays. Outre l'absurdité d'exiger le consentement unanime du Conseil pour permettre aux États membres de rejoindre un élément du cadre de l'UE auquel ils sont obligés d'adhérer, cela touche également à la question plus large de la prise de décision à l'unanimité au sein du Conseil. ***Il est impératif d'avancer vers une révision des traités afin d'abolir l'unanimité du Conseil pour l'admission de nouveaux États membres dans l'Espace Schengen.***

Œuvrer pour un avenir prometteur de Schengen

Malgré les défis, tout n'est pas perdu. En 2022, la Cour de justice de l'UE a statué contre l'utilisation abusive du mécanisme des contrôles aux frontières temporaires par les États membres, garantissant ainsi que l'État de droit prévaut, pour que nos droits, en tant que citoyens de l'UE, soient respectés malgré les entraves des États-nations. Les adhésions complètes de la Bulgarie, de la Croatie et de la Roumanie à Schengen ces dernières années, ainsi que l'annonce récente de l'intention du gouvernement chypriote de rejoindre Schengen d'ici 2026, symbolisent l'espoir d'un avenir radieux pour l'Accord de Schengen.

Ces points symboliques sont importants, mais ils ne peuvent à eux seuls garantir que Schengen sera là pour nous pendant encore 40 ans. Il est essentiel qu'une société civile mobilisée continue de se battre, ***non seulement pour préserver ce que nous avons déjà, mais aussi pour aller plus loin.*** La liberté de circulation s'est avérée, au cours des quatre dernières décennies, être elle-même un symbole de l'essence de l'Europe sans frontières instaurée par l'Union européenne. Si nous voulons que l'essence du projet européen soit centrée sur les personnes, Schengen doit prévaloir.



YOUNG
EUROPEAN
FEDERALISTS



C'est pour toutes ces raisons que nous renouvelons notre engagement :

Don't Touch My Schengen